…0 o…

…e au Sénat

…tés l'ont adopté à l'unanimité, les sénateurs ont été un peu plus frileux. Le projet d…
…utionnalité a « raflé » 316 voix favorables sur un total de 340 votants. Seuls le groupe CR…

…mission des lois …ut modifié qu'à la …arge le texte issu …l'Assemblée. Toutefois, …on revenue sur une mesure votée par les députés : l'obligation pour le juge saisi de l'in…constitutionnalité d'une disposi…législative de statuer dans un …e deux mois. *« La fixation …est excessivement contrai…hypothèses au fond ris…systématiquement …ou de renvoyer …saisine sans …leur rec…et un …*

sur la transmission de la question de constitutionnalité ».

La commission avait également opté pour que les décisions de transmissions soient motivées au même titre que toutes les autres décisions juridictionnelles *« afin que les parties puissent être complètement éclairées sur l'application par le juge des critères de recevabilité de la question de constitutionnalité ».*

QUID DU CONTRÔLE A POSTERIORI ?

Les modifications apportées au texte, lors de l'examen en séance, restent anecdotiques. Un amendement du rapporteur rétablit le texte gouvernemental et permet ainsi au Conseil constitutionnel d'aviser *« immédiatement le prési…t de la République, le Premier …tre et les présidents de …lle nationale et du Sénat. Ceux-ci peuvent adresser au Conseil constitutionnel leurs observations sur la question prioritaire de constitutionnalité qui lui est soumise »* (article 23-2). *« On ne peut écarter le président de la République ni le Premier ministre, qui participent eux aussi à la procédure législative »*, a souligné Hugues Portelli.

Enfin, les sénateurs ont ouvert plusieurs brèches s'interrogeant notamment sur les effets d'un contrôle a posteriori. *« Nous pouvons craindre que cela entraîne des catastrophes juridiques en cascade*, a déclaré Patrice Gélard (UMP, Seine-Maritime). *De fait, l'annulation d'un texte quinze ans après son adoption oblige à remonter la filière et à étudier toutes ses conséquences ».* Selon lui, la France devrait mettre en place un système de tri comme cela se fait aux Etats-Unis.

L'opposition a soule…tion des incompatibili…membres du Conseil cons…tionnel. Et Jean-Pierre Sue…(PS, Loiret) de citer l'exemple de la profession d'avocat dont l'exercice pose un problème *« puisqu'elle pourrait conduire un membre du Conseil constitutionnel à engager une procédure aboutissant …a saisine ».* Une dimension …n'avait pas échappé au …teur qui a lui-même …commission un arr…les incompatibili…*fait apparaître …très compli…statut de…tutelle…sti…*

Phoca PDF